

NOUS CONDAMNONS LA CASSE SOCIALE, PAS LA RÉVOLTE DES QUARTIERS POPULAIRES !

La mort de Nahel, tué par un policier à Nanterre le mardi 27 juin 2023, a déclenché partout en France une vague de révolte des quartiers populaires. L'émotion et la compassion affichées juste après les faits ont été au fil des jours remplacées par des discours de plus en plus réactionnaires de la part de L'État, des politiques et de l'extrême droite. Sans même parler de l'innommable communiqué des « syndicats » Alliance et Unsa, une prose sans complexe menaçant le gouvernement lui-même et rappelant celle de nazillons, les déclarations appelant à la répression la plus ferme contre les jeunes se sont multipliées. Pendant ce temps, la honteuse caisse de solidarité (lancé par l'extrême droite) avec l'auteur du coup de feu mortel a dépassé le million et demi d'€ sans que personne au pouvoir ne s'en émeuve.

Visiblement le sujet du jour n'est plus le meurtre de Nahel, ni les comportements racistes et discriminatoires de nombre de policiers, ni les contrôles au faciès, ni la misère sociale.

On nous assène des inepties sur les « milliards déversés dans les banlieues », l'assistantat, la responsabilité des parents, pour défendre de nouvelles mesures de restriction du droit de circuler et de manifester, voire l'état d'urgence ou l'intervention de l'armée. Ce sont encore les travailleur-euses les plus précaires et les plus nécessaires qui subissent les couvre-feux. Parmi les zéloteurs de l'ordre qui applaudissent aux comparutions immédiates, on retrouve évidemment les meilleurs défenseurs de la casse sociale à l'œuvre depuis 30 ans en France. On efface doucement la mort d'un jeune de 17 ans pour nous assommer de discours sur la nécessité de l'ordre.

Les vrais incendiaires sont au pouvoir

Les atteintes aux biens, toute traumatisante qu'elles puissent être, n'ont pas de commune mesure avec l'atteinte à l'intégrité et à la vie. On ne va pas se réjouir parce qu'une école ou une médiathèque brûle, mais il convient tout de même de relativiser face à la réalité sociale. Ce ne sont pas les jeunes qui ferment les bureaux de poste, pas eux qui suppriment des boutiques chez Orange ou qui suppriment des emplois dans la prestation de services. Les politiques menées ces dernières années ont « brûlé » beaucoup plus de médiathèques, d'associations, de lits d'hôpitaux, de services publics que ne pourront jamais le faire les jeunes en révolte. L'inflation et les bas salaires, la casse du Code du travail, de la protection sociale et la précarité croissante sont aussi à mettre en résonance avec la situation dans les classes populaires.

Les jeunes des « quartiers » sont souvent pénalisés dans leur scolarité et quand ils et elles recherchent un emploi. Les établissements scolaires soient disant « prioritaires » reçoivent moins de moyens (toutes subventions confondues) que les autres, l'aide de la commune (ou non) restant déterminante. La politique libérale menée depuis des années ne cesse d'aggraver le problème.

Cette année, le gouvernement va supprimer deux milliards dans les aides au logement. Au lieu de les réorienter, ces deux milliards rentrent dans un plan d'austérité, comme de futurs projets à propos de la Sécu.

Autre sujet, le durcissement des règles d'indemnisation chômage qui va frapper de plein fouet des quartiers qui ont souvent un taux chômage beaucoup plus important que la moyenne.

Quelle est la responsabilité des jeunes dans cette situation ? Aucune.

Nous osons faire le lien entre les récentes manifestations contre la casse des retraites, le mouvement des gilets jaunes, les manifestations climats et ce qui se passe aujourd'hui. Comme pour souligner un fil conducteur, le gouvernement use continuellement de la matraque pour défendre les intérêts des plus riches.

Stop aux violences policières, stop à la violence d'État.

Comment expliquer que les « bavures » se multiplient ? Comment expliquer que 13 personnes sont mortes pour avoir commis un « refus d'obtempérer » en 2022 ? Comment expliquer que les manifestant-es sont de plus en plus souvent victimes de violences (parfois très graves) pendant les manifestations, de plus en plus souvent mis en garde à vue sans aucune raison ? Comment justifier que des groupuscules d'extrême droite aient, ce week-end à Lorient, pris la liberté de prêter main-forte aux forces de l'ordre en violentant des jeunes, en entravant leurs poignets avec des Serflex en guise de menottes et en les leur livrant ?

L'ONU vient d'épingler la France sur les « violences policières et la discrimination raciale », la LDH et la FIDH notaient ce printemps que « *Le glissement autoritaire de l'Etat français, la brutalisation des rapports sociaux par le truchement de sa police, les violences de tout ordre et l'impunité sont un scandale majeur* ». **Ce ne sont pas des faits isolés, c'est le résultat d'une politique.**

La fédération Sud PTT appelle à la manifestation :

- pour dénoncer les violences policières, les mesures de couvre-feu et les restrictions de circulation.
- pour dénoncer les incarcérations et les comparutions immédiates.
- pour l'abrogation de la loi Cazeneuve de 2017, sur l'assouplissement des règles en matière d'usage des armes à feu par les forces de l'ordre.
- pour le partage des richesses.

Paris, le 5 juillet 2023